



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 34 du 31 octobre 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 31 octobre 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1303</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1303</b>
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1303</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1303
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 29 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois à compter du prochain renouvellement des conseils municipaux.....	1303
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 21 octobre 2013 autorisant le rattachement de la commune de Saulxerotte à la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois à compter du 1er janvier 2014.....	1304
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 28 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1304
Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meurthe-et-Moselle) n° 2013-DCTAJ/1- 062 du 18 octobre 2013 actant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette après le prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1305
Arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) n° 2391/2013 du 25 octobre 2013 constatant le nombre total de sièges de l'organe délibérant de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine ainsi que celui attribué à chaque commune membre lors du prochain renouvellement des conseils municipaux.....	1306
Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de LONGWY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1306
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1307
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de PONT-À-MOUSSON à compter du 1er janvier 2014.....	1308
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de POMPEY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1309
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du chardon lorrain.....	1309
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Bayonnais à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1310
Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Jarnisy à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1311
Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Couronné à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1312
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de LONGUYON et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de BOISMONT à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1312
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1313
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1314
Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1314
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vernois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1315
Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1316
Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1316
Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de MARTINCOURT à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1317
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du val de Meurthe à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1318
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes des vallées du Cristal à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1319
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de Hazelle en Haye à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1319
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays Audunois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1320
Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de BRIEY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1321
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Saintois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1321
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1322
Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de l'Orne à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.....	1323
Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de la Vezouze.....	1323

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 29 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulais à compter du prochain renouvellement des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le Préfet des Vosges,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulais en communauté de communes dénommée « *EPCI du Pays de Colombey et du Sud Toulais* » ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « *communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais* » ;  
Vu l'arrêté interpréfectoral du 21 octobre 2013 autorisant le rattachement de la commune de Saulxerotte à la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud Toulais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;  
Vu la proposition du conseil communautaire du 24 avril 2013 de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud Toulais sur un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud Toulais approuvant cet accord local :

Aboncourt	(14/06/2013)	Grimonviller	(27/05/2013)
Allain	(28/06/2013)	Mont-l'Étroit	(29/06/2013)
Allamps	(24/05/2013)	Mont-le-Vignoble	(29/03/2013)
Bagneux	(5/07/2013)	Moutrot	(03/06/2013)
Barisey-au-Plain	(3/05/2014)	Ochey	(27/06/2013)
Barisey-la-Côte	(17/05/2013)	Saulxures-lès-Vannes	(26/06/2013)
Blénod-lès-Toul	(3/06/2013)	Selaincourt	(14/05/2013)
Bulligny	(29/04/2013)	Tramont-Émy	(21/05/2013)
Colombey-les-Belles	(17/05/2013)	Uruffe	(17/05/2013)
Crépey	(10/06/2013)	Vandeléville	(13/05/2013)
Crézilles	(31/05/2013)	Vannes-le-Châtel	(11/06/2013)
Favières	(7/06/2013)	Vicherey	(06/06/2013)
Fécocourt	(27/05/2013)		

Vu les délibérations des communes de Gémonville (31/05/2013), Germiny (27/06/2013), Tramont-Émy (21/05/2013), Tramont-Saint-André (7/06/2013), Thuilley-aux-Groseilles (07/06/2013) refusant cet accord local ;

Vu l'absence de délibération des communes d'Aroffe, Battigny, Beuvezin, Courcelles, Dolcourt, Gélaucourt, Gibeauxmeix, Pulney et Villey-le-Sec ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETEMENT**

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud Toulais est fixé à 62.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Aboncourt	(1 siège)	Gibeauxmeix	(1 siège)
Allain	(2 sièges)	Grimonviller	(1 siège)
Allamps	(2 sièges)	Mont-l'Étroit	(1 siège)
Aroffe	(1 siège)	Mont-le-Vignoble	(2 sièges)
Bagneux	(1 siège)	Moutrot	(1 siège)
Barisey-au-Plain	(2 sièges)	Ochey	(2 sièges)
Barisey-la-Côte	(1 siège)	Pulney	(1 siège)
Battigny	(1 siège)	Saulxerotte	(1 siège)
Beuvezin	(1 siège)	Saulxures-lès-Vannes	(2 sièges)
Blénod-lès-Toul	(4 sièges)	Selaincourt	(1 siège)
Bulligny	(2 sièges)	Sexey-aux-Forges	(2 sièges)
Colombey-les-Belles	(5 sièges)	Thuilley-aux-Groseilles	(2 sièges)
Courcelles	(1 siège)	Tramont-Émy	(1 siège)
Crépey	(2 sièges)	Tramont-Lassus	(1 siège)
Crézilles	(1 siège)	Tramont-Saint-André	(1 siège)
Dolcourt	(1 siège)	Uruffe	(2 sièges)
Favières	(2 sièges)	Vandeléville	(1 siège)
Fécocourt	(1 siège)	Vannes-le-Châtel	(2 sièges)
Gélaucourt	(1 siège)	Vicherey	(1 siège)
Gémonville	(1 siège)	Villey-le-Sec	(2 sièges)
Germiny	(1 siège)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et de Neufchâteau et le président de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 29 octobre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Raphaël BARTOLT

Le Préfet des Vosges,  
Gilbert PAYET

---

**Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 21 octobre 2013 autorisant le rattachement de la commune de Saulxerotte à la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet des Vosges,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5210-1-2 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois en communauté de communes dénommée « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » ;

Vu la lettre de notification du projet d'arrêté de rattachement de la commune de Saulxerotte à la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois en date du 3 juin 2013 ;

Vu la délibération de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois en date du 4 juillet 2013 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale rendu lors de la séance du 16 septembre 2013 ;

Considérant que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales modifiée a notamment comme objectif la couverture intégrale du territoire national par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et des discontinuités territoriales ;

Considérant que la commune de Saulxerotte n'appartient à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et, qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, le Préfet procède par arrêté au rattachement de ces communes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

**ARRETEMENT**

**Article 1<sup>er</sup> :** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la commune de Saulxerotte est rattachée à la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois.

**Article 2 :** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux la commune de Saulxerotte sera représentée au conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**Article 3 :** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois se substituera à la commune de Saulxerotte au comité syndical du syndicat mixte d'électricité du Saintois par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**Article 4 :** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la communauté de communes du pays de Colombey se substituera à la commune de Saulxerotte au comité syndical du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

**Article 6 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et de Neufchâteau et le président de la communauté de communes du pays de Colombey et du sud Toulinois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la maire de Saulxerotte et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet des Vosges,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Eric REQUET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture, à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités ainsi qu'à la sous-préfecture de Toul et au siège de la communauté de communes.*

---

**Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 28 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète de la Meuse,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1992 autorisant la création de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» ;

Vu la délibération du 18 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» approuvant cet accord local ;

Boulogny (25 juin 2013)  
Joudreville (2 avril 2013)

Landres (15 avril 2013)  
 Mercy-le-Bas (4 avril 2013)  
 Piennes (17 juin 2013)  
 Tucquegnieux (8 avril 2013)

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» refusant cet accord local ;

Avillers (18 juin 2013)  
 Domprix (21 mars 2013)  
 Mairy-Mainville (8 avril 2013)  
 Trieux (26 avril 2013)  
 Xivry-Circourt (8 avril 2013)

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

#### ARRETEMENT

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» est fixé à 36.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Avillers (1 siège)  
 Bouligny (6 sièges)  
 Domprix (1 siège)  
 Joudreville (3 sièges)  
 Landres (3 sièges)  
 Mairy-Mainville (2 sièges)  
 Mercy-le-Bas (3 sièges)  
 Piennes (5 sièges)  
 Trieux (5 sièges)  
 Tucquegnieux (6 sièges)  
 Xivry-Circourt (1 siège)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun et le président de la communauté de communes «EPCI du bassin de Landres» sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY le 28 octobre 2013

Le Préfet de Meurthe et Moselle,  
 Raphaël BARTOLT

La Préfète de la Meuse,  
 Isabelle DILHAC

#### Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meurthe-et-Moselle) n° 2013-DCTAJ/1- 062 du 18 octobre 2013 actant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette après le prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-6-1 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°2004-DRCL/1-083 du 17 décembre 2004 portant création de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette complété par les arrêtés interpréfectoraux n° 2006-DRCL/1-011 du 28 février 2006, n° 2006-DRCLAJ/1-047 du 24 novembre 2006, n° 2010-DCTAJ/1004 du 3 février 2010 et n° 2011-DCTAJ/1-040 du 4 août 2011 ;

VU les délibérations émises par les organes délibérants des communes membres de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette relatives à la composition du conseil communautaire qui se réunira après le prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

Considérant que les conditions de majorité prévues par le code général des collectivités territoriales sont réunies ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETEMENT

**Article 1er** : Le conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette qui se réunira après le prochain renouvellement général des conseils municipaux est composé comme suit :

Villerupt	10
Audun-le-Tiche	7
Ottange	4
Aumetz	4
Boulange	4
Thil	4
Russange	2
Rédange	2

Soit 37 sièges attribués.

**Article 2** : Toutes les dispositions relatives à la composition du conseil communautaire figurant dans les statuts de l'EPCI seront caduques à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

**Article 3 :** L'arrêté sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la préfecture.

**Article 4 :** Les secrétaires généraux de la préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Thionville, le sous-préfet de Briey, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Metz, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Olivier du CRAY

**Arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) n° 2391/2013 du 25 octobre 2013 constatant le nombre total de sièges de l'organe délibérant de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine ainsi que celui attribué à chaque commune membre lors du prochain renouvellement des conseils municipaux**

Le Préfet des Vosges,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales modifiée par la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2977/96 des 27 et 31 décembre 1996 portant création de la communauté de communes de la Vallée de la Plaine, modifié en dernier lieu par l'arrêté interpréfectoral n° 1953/2010 du 20 août 2010 ;

Vu les délibérations émises par les conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine, Considérant que les conditions de majorité portant sur un accord local sont réunies ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux

**ARRETEMENT**

**Article 1er :** Il est constaté, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux en mars 2014, que le nombre total de sièges de l'organe délibérant de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine est fixé à 24, réparti comme suit :

Communes	Population municipale 2013	Nombre de sièges
Raon-l'Etape	6528	8
Celles-sur-Plaine	857	3
Allarmont	234	2
Vexaincourt	193	2
Raon-sur-Plaine	159	2
Bionville	131	2
Luvigny	119	2
Pierre Percée	103	2
Raon les leau	40	1
Total	8364	24

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges, le président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et informations officielles de la préfecture des Vosges.

Epinal, le 25 octobre 2013 Nancy, le 25 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Éric REQUET

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANCY dans les deux mois à compter de sa publication.

**Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de LONGWY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 autorisant la création du district urbain de l'agglomération longovicienne ;  
 Vu les arrêtés préfectoraux des 31 juillet et 14 décembre 1998 approuvant les nouveaux statuts du district urbain de Longwy dénommé « district de l'agglomération de Longwy » ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le district de l'agglomération de Longwy en communauté de communes dénommée « communauté de communes de l'agglomération de Longwy » (CCAL) ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de Fillières, Tiercelet et Villers-la-Montagne à la communauté de communes de l'agglomération de Longwy au 1er janvier 2014 ;  
 Vu la délibération du 21 mai 2013 du conseil communautaire de la CCAL proposant un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;  
 Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la CCAL approuvant cet accord local :

Chenières	(17/06/2013)	Lexy	(22/04/2013)
Cons-la-Grandville	(21/05/2013)	Longlaville	(21/05/2013)
Cosnes-et-Romain	(21/05/2013)	Mexy	(3/06/2013)
Cutry	(29/04/2013)	Morfontaine	(28/06/2013)
Haucourt-Moulaine	(4/06/2013)	Réhon	(29/05/2013)
Herserange	(24/06/2013)	Saulnes	(16/05/2013)
Hussigny-Godbrange	(7/05/2013)	Ugny	(4/04/2013)

Vu les délibérations Longwy (29/05/2013) et Mont-Saint Martin (28/06/2013) refusant cet accord local ;  
 Vu l'absence de délibération des communes de Gorcy et de Laix ;  
 Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte  
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy est fixé à 56.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Chenières	(1 siège)	Lexy	(3 sièges)
Cons-la-Grandville	(1 siège)	Longlaville	(3 sièges)
Cosnes-et-Romain	(3 sièges)	Longwy	(10 sièges)
Cutry	(2 sièges)	Mexy	(3 sièges)
Gorcy	(3 sièges)	Mont-Saint-Martin	(6 sièges)
Haucourt-Moulaine	(3 sièges)	Morfontaine	(2 sièges)
Herserange	(4 sièges)	Réhon	(3 sièges)
Hussigny-Godbrange	(3 sièges)	Saulnes	(3 sièges)
Laix	(1 siège)	Ugny	(2 sièges)

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L5211-6-1 ;  
 Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
 Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
 Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;  
 Vu la délibération du 16 mai 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du Badonvillois proposant un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;  
 Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze approuvant cet accord local :

Angomont	(10 juin 2013)	Parux	(3 juin 2013)
Badonviller	(9 juillet 2013)	Petitmont	(7 juin 2013)
Bertrambois	(5 juillet 2013)	Pexonne	(5 juillet 2013)
Cirey-sur-Vezouze	(17 juin 2013)	Saint-Maurice-aux-Forges	(7 juin 2013)
Fenneviller	(4 juillet 2013)	Sainte-Pole	(21 juin 2013)
Montigny	(4 juillet 2013)	Saint-Sauveur	(29 juin 2013)
Neufmaisons	(2 août 2013)	Tanconville	(7 juin 2013)
Neuviller-les-Badonviller	(7 juin 2013)	Val-et-Chatillon	(7 juin 2013)

Vu la délibération de Bréménil (13 juin 2013) refusant cet accord local ;  
 Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;  
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est fixé à 38.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Angomont	(1 siège)	Parux	(1 siège)
Badonviller	(9 sièges)	Petitmont	(2 sièges)
Bertrambois	(2 sièges)	Pexonne	(2 sièges)
Bréménil	(1 siège),	Saint-Maurice-aux-Forges	(1 siège)
Cirey-sur-Vezouze	(9 sièges)	Sainte-Pôle	(1 siège)
Fenneviller	(1 siège)	Saint-Sauveur	(1 siège)
Montigny	(1 siège)	Tanconville	(1 siège)
Neufmaisons	(1 siège)	Val-et-Chatillon	(3 sièges)
Neuviller-les-Badonviller	(1 siège)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville, le président de la communauté de communes du Badonvillois et le président de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de PONT-À-MOUSSON à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2014 autorisant la création de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à savoir :

Atton	(24/08/2013)	Martincourt	(28/06/2013)
Autreville-sur-Moselle	(24/06/2013)	Montauville	(3/07/2013)
Belleville	(7/06/2013)	Morville-sur-Seille	(13/06/2013)
Bezaumont	(30/05/2013)	Mousson	(27/06/2013)
Blénod-lès-Pont-à-Mousson	(27/06/2013)	Norroy-lès-Pont-à-Mousson	(26/06/2013)
Bouxières-sous-Froidmont	(20/06/2013)	Pagny-sur-Moselle	(26/06/2013)
Champey-sur-Moselle	(4/06/2013)	Pont-à-Mousson	(25/05/2013)
Dieulouard	(14/06/2013)	Port-sur-Seille	(4/06/2013)
Gézoncourt	(4/07/2013)	Sainte-Geneviève	(18/06/2013)
Jezainville	(27/06/2013)	Vandières	(31/05/2013)
Landremont	(10/06/2013)	Ville-au-Val	(21/06/2013)
Lesménils	(29/06/2013)	Villers-en-Haye	(14/06/2013)
Loisy	(27/06/2013)	Villers-sous-Prény	(17/06/2013)
Maidières	(17/06/2013)	Vittonville	(24/06/2013)

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Griscourt (16/07/2013), Rogéville (17/06/2013) et Rosières-en-Haye (2/07/2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 le nombre de sièges de conseillers communautaires au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson est fixé à 67.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Atton	(2 sièges)	Montauville	(2 sièges)
Autreville-sur-Moselle	(1 siège)	Morville-sur-Seille	(1 siège)
Belleville	(2 sièges)	Mousson	(1 siège)
Bezaumont	(1 siège)	Norroy-lès-Pont-à-Mousson	(2 sièges)
Blénod-lès-Pont-à-Mousson	(5 sièges)	Pagny-sur-Moselle	(5 sièges)
Bouxières-sous-Froidmont	(1 siège)	Pont-à-Mousson	(18 sièges)
Champey-sur-Moselle	(1 siège)	Port-sur-Seille	(1 siège)
Dieulouard	(5 sièges)	Rogéville	(1 siège)
Gézoncourt	(1 siège)	Rosières-en-Haye	(1 siège)
Griscourt	(1 siège)	Sainte-Geneviève	(1 siège)
Jezainville	(2 sièges)	Vandières	(2 sièges)
Landremont	(1 siège)	Ville-au-Val	(1 siège)
Lesménils	(1 siège)	Villers-en-Haye	(1 siège)
Loisy	(1 siège)	Villers-sous-Prény	(1 siège)
Maidières	(2 sièges)	Vittonville	(1 siège)
Martincourt	(1 siège)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et les présidents des communautés de communes du pays de Pont-à-Mousson, du Grand Valmon, du Froimont et des vals de Moselle et de l'Esch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de POMPEY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 autorisant la création de la communauté de communes du bassin de Pompey ;  
Vu la délibération du 21 février 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de Pompey proposant un accord local, tel que prévu au 2ème alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du bassin de Pompey approuvant cet accord local :

Bouxières-aux-Dames	(18/03/2013)	Malleloy	(25/03/2013)
Champigneulle	(20/03/2013)	Marbach	(03/04/2013)
Custines	(21/03/2013)	Millery	(14/03/2013)
Faulx	(27/03/2013)	Montenoy	(14/03/2013)
Frouard	(28/03/2013)	Pompey	(13/05/2013)
Lay-Saint-Christophe	(11/03/2013)	Saizerais	(20/03/2013).
Liverdun	(22/05/2013)		

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du bassin de Pompey est fixé à 48.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Bouxières-aux-Dames	(4 sièges)	Malleloy	(2 sièges)
Champigneulle	(6 sièges)	Marbach	(3 sièges)
Custines	(4 sièges)	Millery	(2 sièges)
Faulx	(2 sièges)	Montenoy	(2 sièges)
Frouard	(6 sièges)	Pompey	(5 sièges)
Lay-Saint-Christophe	(3 sièges)	Saizerais	(3 sièges)
Liverdun	(6 sièges)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du chardon lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1,  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des 3 vallées et du Mad à l'Yron ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes du Mad à l'Yron en « communauté de communes du chardon lorrain » ;  
Vu la délibération du 9 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du chardon lorrain proposant un principe de répartition des sièges entre les communes membres sans sièges à répartir librement ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du chardon lorrain favorables à ce principe ;

Arnaville	(13/05/2013)	Essey-et-Maizerais	(30/05/2013)
Bernécourt	(26/06/2013)	Euvezin	(17/06/2013)
Chambley-Bussières	(18/06/2013)	Prény	(24/05/2013)
Charey	(3/06/2013)	Puxieux	(7/06/2013)
Dommartin-la-Chaussée	(21/06/2013)	Saint-Julien-lès-Gorze	(4/07/2013)

Seicheprey (30/05/2013)  
Villecey-sur-Mad (16/07/2013)

Waville (24/06/2013)  
Xammes (27/05/2013)

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du chardon lorrain défavorables à ce principe ;

Beaumont (27/05/2013), Fey-en-Haye (14/05/2013), Mandres-aux-Quatre-Tours (9/07/2013), Sponville (28/06/2013) et Xonville (13/06/2013) ;

Vu l'absence de délibération des communes de :

Bayonville-sur-Mad, Bouillonville, Dampvitoux, Flirey, Hagéville, Hannonville-Suzémont, Jaulny, Limey-Remenaupville, Lironville, Mamey, Mars-la-Tour, Onville, Pannes, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Baussant, Thiaucourt-Regniéville, Tronville, Vandelainville, Viéville-en-Haye et Vilcey-sur-Trey ;

Considérant que les avis favorables ou défavorables des communes ainsi que l'absence de délibération conduisent à une application des dispositions II à V de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du chardon lorrain est fixé à 56.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Arnaville	(3 sièges)	Mars-la-Tour	(5 sièges)
Bayonville-sur-Mad	(1 siège)	Onville	(2 sièges)
Beaumont	(1 siège)	Pannes	(1 siège)
Bernécourt	(1 siège)	Prény	(2 sièges)
Bouillonville	(1 siège)	Puxieux	(1 siège)
Chambley-Bussièrès	(3 sièges)	Rembercourt-sur-Mad	(1 siège)
Charey	(1 siège)	Saint-Baussant	(1 siège)
Dampvitoux	(1 siège)	Saint-Julien-lès-Gorze	(1 siège)
Dommartin-la-Chaussée	(1 siège)	Seicheprey	(1 siège)
Essey-et-Maizerais	(2 sièges)	Sponville	(1 siège)
Euvezin	(1 siège)	Thiaucourt-Regniéville	(6 sièges)
Fey-en-Haye	(1 siège)	Tronville	(1 siège)
Flirey	(1 siège)	Vandelainville	(1 siège)
Hagéville	(1 siège)	Viéville-en-Haye	(1 siège)
Hannonville-Suzémont	(1 siège)	Vilcey-sur-Trey	(1 siège)
Jaulny	(1 siège)	Villecey-sur-Mad	(1 siège)
Limey-Remenaupville	(1 siège)	Waville	(2 sièges)
Lironville	(1 siège)	Xammes	(1 siège)
Mamey	(1 siège)	Xonville	(1 siège)
Mandres-aux-Quatre-Tours	(1 siège)		

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey et de Toul et le président de la communauté de communes du chardon lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Bayonnais à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Bayonnais ;

Considérant qu'en l'absence de délibération des communes membres de la communauté de communes du Bayonnais, le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux sont établis selon les modalités prévues aux II à V de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du Bayonnais est fixé à 39.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Bayon	( 9 sièges)
Borville	( 1 siège)
Brémoucourt	( 1 siège)
Clayeures	( 1 siège)
Crévéchamps	( 2 sièges)
Domptail-en-l'Air	( 1 siège)
Einvaux	( 1 siège)
Ferrières	( 1 siège)
Froville	( 1 siège)
Haigneville	( 1 siège)
Haussonville	( 1 siège)
Landécourt	( 1 siège)
Lorey	( 1 siège)
Loromontzey	( 1 siège)

Méhoncourt	( 1 siège)
Romain	( 1 siège)
Rozelieures	( 1 siège)
Saint-Boingt	( 1 siège)
Saint-Germain	( 1 siège)
Saint-Mard	( 1 siège)
Saint-Rémy-aux-Bois	( 1 siège)
Tonnoy	( 4 sièges)
Velle-sur-Moselle	( 1 siège)
Villacourt	( 2 sièges)
Virecourt	( 2 sièges)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes du Bayonnais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### **Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Jarnisy à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Jarnisy ;

Vu la délibération du 11 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du Jarnisy proposant un nombre et une répartition des sièges sans accord local selon les modalités de droit commun prévues aux II à V de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Jarnisy favorables à cette proposition ;

Abbéville-lès-Conflans	(07/06/2013)
Doncourt-lès Conflans	(28 mai 2013)
Conflans-en-Jarnisy	(28 juin 2013)
Giraumont	(21 mai 2013)
Jarny	(25 juin 2013)
Labry	(19 juin 2013)
Olley	(24 juin 2013)
Ville-sur-Yron	(5 juin 2013)

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Jarnisy défavorables à cette proposition et proposant un accord local à 54 délégués ;

Affléville	(28 juin 2013)	Jeandelize	(14 juin 2013)
Allamont	(10 juin 2013)	Mouaville	(19 août 2013)
Boncourt	(21 juin 2013)	Norroy-le-Sec	(25 juin 2013)
Bruville	(19 juin 2013)	Puxe	(10 juin 2013)
Fléville-Lixières	(11 juillet 2013)	Saint-Marcel	(11 juin 2013)
Friaucourt	(31 mai 2013)	Thumeréville	(11 juin 2013)
Gondrecourt-Aix	(21 juin 2013)		

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requise par le 2ème alinéa du I de l'article L5211-6-1 du CGCT pour valider l'accord local à 54 délégués ne sont pas remplies ;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux conformément aux dispositions des II à V de l'article L5211-6-1 du CGCT, conformément à la proposition de la communauté de communes du Jarnisy ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du Jarnisy est fixé à 49

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Abbéville-lès-Conflans	(1 siège)	Gondrecourt-Aix	(1 siège)
Affléville	(1 siège)	Jarny	(18 sièges)
Allamont	(1 siège)	Jeandelize	(1 siège)
Béchamps	(1 siège)	Labry	(3 sièges)
Boncourt	(1 siège)	Mouaville	(1 siège)
Brainville	(1 siège)	Norroy-le-Sec	(1 siège)
Bruville	(1 siège)	Olley	(1 siège)
Conflans-en-Jarnisy	(5 sièges)	Ozerailles	(1 siège)
Doncourt-lès-Conflans	(2 sièges)	Puxe	(1 siège)
Fléville-Lixières	(1 siège)	Saint-Marcel	(1 siège)
Friaucourt	(1 siège)	Thumeréville	(1 siège)
Giraumont	(2 sièges)	Ville-sur-Yron	(1 siège)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture; le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Couronné à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;  
Vu les délibérations concordantes des communes de :  
Agincourt (29 mars 2013), Bouxières-aux-Chênes (10 avril 2013), Cerville (17 mai 2013), Champenoux (10 avril 2013), Erbéviller-sur-Amezule (4 juin 2013), Eulmont (24 juin 2013), Laitre-sous-Amance (4 juin 2013), Laneuvelotte (6 mai 2013), Mazerulles (28 juin 2013), Moncel-sur-Seille (15 mai 2013), Réméréville (7 juin 2013), Sornéville (5 avril 2013) et Velaine-sous-Amance (6 juin 2013),  
se prononçant, sur un accord local à compter du prochain renouvellement des conseils municipaux,  
Vu les délibérations de Buissoncourt (27 mai 2013), Dommartin-sous-Amance (17 juin 2013), Gellenoncourt (30 mai 2013) et Lenoncourt (7 juin 2013) refusant cet accord local ;  
Vu l'absence de délibération de la commune d'Haraucourt ;  
Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales est atteinte ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseillers communautaires au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de la communauté de communes du Grand Couronné est fixé à 35 :

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Agincourt	(2 sièges)	Haraucourt	(2 sièges)
Amance	(1 siège)	Laitre-sous-Amance	(1 siège)
Bouxières Aux Chênes	(4 sièges)	Laneuvelotte	(2 sièges)
Buissoncourt	(1 siège)	Lenoncourt	(2 sièges)
Cerville	(2 sièges)	Mazerulles	(1 siège)
Champenoux	(4 sièges)	Moncel-sur-Seille	(2 sièges)
Dommartin-sous Amance	(1 siège)	Réméréville	(2 sièges)
Erbéviller sur Amezule	(1 siège)	Sornéville	(2 sièges)
Eulmont	(3 sièges)	Velaine-sous-Amance	(1 siège)
Gellenoncourt	(1 siège)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de LONGUYON et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de BOISMONT à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont à compter du 1er janvier 2014 ;  
Vu la délibération du 25 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes des deux rivières proposant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux calculés selon les modalités prévues aux II à V de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont approuvant cet accord local à savoir :

Allondrelle-la-Malmaison	(15/06/ 2013)	Grand-Failly	(7 juin 2013)
Bazailles	(31 juillet 2013)	Han-devant-Pierrepont	(5 juillet 2013)
Boismont	(20 juin 2013)	Montigny-sur-Chiers	(19 juin 2013)
Charency-Vezin	(14 juin 2013)	Pierrepont	(27 juin 2013)
Doncourt-lès-Longuyon	(18 juin 2013)	Saint-Pancré	(20 juin 2013)

Saint-Supplet (11 juillet 2013)  
 Ville-au-Montois (28 juin 2013)  
 Ville-Houdlémont (30 juillet 2013)

Villette (4 juillet 2013)  
 Viviers-sur-Chiers (15 juillet 2013)

Vu l'absence de délibération des communes de Baslieux, Beuveille, Colmey, Épiez-sur-Chiers, Fresnois-la-Montagne, Longuyon, Othe, Petit-Failly, Saint-Jean-lès-Longuyon, Tellancourt, Villers-la-Chèvre et Villers-le-Rond ;

Considérant que la proposition de nombre et de répartition des sièges de délégué communautaire émise par la communauté de communes des deux rivières est identique aux modalités prévues aux II à V de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales sans accord local ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont est fixé à 44.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Allondrelle-la-Malmaison	(1 siège)	Othe	(1 siège)
Baslieux	(1 siège)	Petit-Failly	(1 siège)
Bazailles	(1 siège)	Pierrepont	(2 sièges)
Beuveille	(2 sièges)	Saint-Jean-lès-Longuyon	(1 siège)
Boismont	(1 siège)	Saint-Pancré	(1 siège)
Charency-Vezin	(1 siège)	Saint-Supplet	(1 siège)
Colmey	(1 siège)	Tellancourt	(1 siège)
Doncourt-lès-Longuyon	(1 siège)	Ville-au-Montois	(1 siège)
Épiez-sur-Chiers	(1 siège)	Ville-Houdlémont	(1 siège)
Fresnois-la-Montagne	(1 siège)	Villers-la-Chèvre	(1 siège)
Grand-Failly	(1 siège)	Villers-le-Rond	(1 siège)
Han-devant-Pierrepont	(1 siège)	Villette	(1 siège)
Longuyon	(16 sièges)	Viviers-sur-Chiers	(1 siège)
Montigny-sur-Chiers	(1 siège)		

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et les présidents des communautés de communes du Pays de Longuyon et des deux rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes du Lunévillois ;

Vu la délibération du 28 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Lunévillois approuvant cet accord local ;

Bénaménil	(28/06/2013)	Laronxe	(24/06/2013)
Chanteheux	(5/07/2013)	Lunéville	(13/06/2013)
Chenevières	(13/06/2013)	Manonviller	(23/04/2013)
Croismare	(27/05/2013)	Marainviller	(21/05/2013)
Hériménil	(15/04/2013)	Moncel-lès-Lunéville	(18/06/2013)
Jolivet	(03/05/2013)	Thiébauménil	(10/06/2013)
Laneuveville-aux-Bois	(14/05/2013)	Vitrimont	(10/06/2013)

Vu l'absence de délibération de la commune de Saint-Clément ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois est fixé à 49.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Bénaménil	(2 sièges)	Lunéville	(20 sièges)
Chanteheux	(3 sièges)	Manonviller	(2 sièges)
Chenevières	(2 sièges)	Marainviller	(2 sièges)
Croismare	(2 sièges)	Moncel-lès-Lunéville	(2 sièges)
Hériménil	(2 sièges)	Saint-Clément	(2 sièges)
Jolivet	(2 sièges)	Thiébauménil	(2 sièges)
Laneuveville-aux-Bois	(2 sièges)	Vitrimont	(2 sièges)
Laronxe	(2 sièges)		

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes de la Mortagne ;  
Vu la délibération du 19 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de la Mortagne approuvant cet accord local :

Fraimbois	(2 avril 2013)	Moyen	(29 mars 2013)
Franconville	(8 avril 2013)	Remenoville	(12 avril 2013)
Gerbéviller	(6 avril 2013)	Seranville	(6 mai 2013)
Giriviller	(9 avril 2013)	Vallois	(31 mai 2013)
Haudonville	(2 avril 2013)	Vathiménil	(22 mars 2013)
Lamath	(11 avril 2013)	Vennezey	(10 avril 2013)
Magnières	(11 avril 2013)	Xermaménil	(8 avril 2013)
Moriviller	(5 avril 2013)		

Vu l'absence de la délibération des communes d'Essey-la-Côte et de Mattexey ;  
Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne est fixé à 35.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Essey-la-Côte	(1 siège)	Moriviller	(2 sièges)
Fraimbois	(3 sièges)	Moyen	(3 sièges)
Franconville	(1 siège)	Remenoville	(2 sièges)
Gerbéviller	(5 sièges)	Seranville	(1 siège)
Giriviller	(1 siège)	Vallois	(2 sièges)
Haudonville	(1 siège)	Vathiménil	(3 sièges)
Lamath	(2 sièges)	Vennezey	(1 siège)
Magnières	(3 sièges)	Xermaménil	(3 sièges)
Mattexey	(1 siège)		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes de la Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 transformant le district urbain de Neuves-Maisons en communauté de communes de Neuves-Maisons ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes Moselle et Madon » ;  
Vu la délibération du 11 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon proposant un accord local, tel que prévu au 2ème alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Moselle et Madon approuvant cet accord local ;

Bainville-sur-Madon	(3mai2013)
Chaligny	(19 juin 2013)
Chavigny	(24 mai 2013)
Flavigny-sur-Moselle	(26 juin 2013)
Méréville	(14 juin 2013)
Neuves-Maisons	(21 juin 2013)
Pierreville	(15 juillet 2013)
Pont-Saint-Vincent	(7 juin 2013)
Pulligny	(21 juin 2013)

Vu les délibérations des communes Frolois (24 juin 2013), Maron (22 juillet 2013), Maizières (9 juillet 2013), Marthemont (14 juin 2013), Messein (12 juillet 2013), Thélod (26 juin 2013), Viterne (29 août 2013) et Xeuilley (30 août 2013) refusant cet accord local ;  
 Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseillers communautaires au sein du conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon est fixé à 43.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Bainville-sur-Madon	(2 sièges)
Chaligny	(5 sièges)
Chavigny	(2 sièges)
Flavigny-sur-Moselle	(2 sièges)
Frolois	(1 siège)
Maizières	(1 siège)
Maron	(1 siège)
Marthemont	(1 siège)
Méréville	(2 sièges)
Messein	(2 sièges)
Neuves-Maisons	(11 sièges)
Pierreville	(1 siège)
Pont-Saint-Vincent	(3 sièges)
Pulligny	(2 sièges)
Richardménil	(4 sièges)
Thélod	(1 siège)
Viterne	(1 siège)
Xeuilley	(1 siège)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1964 autorisant la création du district urbain de l'agglomération de Saint-Nicolas-de-Port,

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 autorisant la transformation du district urbain de l'agglomération de Saint-Nicolas-de-Port en communauté de communes des pays du sel et du Vermois,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant l'extension du périmètre de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois aux communes de Lupcourt, Saffais et Ville-en-Vermois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014,

Vu la délibération du 18 octobre 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois proposant un accord basé sur une répartition des sièges à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne telle que prévue par l'article 5211-6-1 du CGCT, lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois approuvant cet accord local :

Azelot	(20/11/2012)
Burthecourt-aux-Chênes	(17/12/2012)
Coyviller	(23/11/2012)
Dombasle-sur-Meurthe	(26/03/2012)
Hudiviller	(26/03/2012)
Manoncourt-en-Vermois	(22/03/2013)
Rosières-aux-Salines	(28/01/2013)
Saint-Nicolas-de-Port	(25/10/2013)
Sommerviller	(25/01/2013)
Varangéville	(5/11/2013)

Vu l'absence de délibération des communes de Lupcourt, Saffais et Ville-en-Vermois ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois est fixé à 38.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Azelot	(1 siège)
Burthecourt-aux-Chênes	(1 siège)
Coyviller	(1 siège)
Dombasle-sur-Meurthe	(12 sièges)
Hudiviller (	(1 siège)
Lupcourt	(1 siège)
Manoncourt-en-Vermois	(1 siège)
Rosières-aux-Salines	(3 sièges)
Saffais	(1 siège)
Saint-Nicolas-de-Port	(9 sièges)
Sommerviller	(1 siège)
Varangéville	(5 sièges)
Ville-en-Vermois	(1 siège)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

Considérant que la répartition des sièges de conseiller communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy est établie selon les modalités prévues aux II à VI de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy est fixé à 76.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Art-sur-Meurthe	1 siège
Domartemont	1 siège
Essey-lès-Nancy	2 sièges
Fléville-devant-Nancy	1 siège
Heillecourt	1 siège
Houdemont	1 siège
Jarville-la-Malgrange	3 sièges
Lanueville-devant-Nancy	1 siège
Laxou	4 sièges
Ludres	2 sièges
Malzéville	2 sièges
Maxéville	3 sièges
Nancy	33 sièges
Pulnoy	1 siège
Saint-Max	3 sièges
Saulxures-lès-Nancy	1 siège
Seichamps	1 siège
Tomblaine	2 sièges
Vandoeuvre-lès-Nancy	9 sièges
Villers-lès-Nancy	4 sièges

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté urbaine du Grand Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
 Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2014 autorisant la création de la communauté de communes de Seille et Mauchère ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2013 autorisant le rattachement des communes de Bratte, Moivrons et Villers-lès-Moivrons à la communauté de communes de Seille-et-Mauchère ;

Vu la délibération du 21 mai 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère proposant un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article 5211-6-1 du CGCT, portant sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de Seille et Mauchère approuvant cet accord local :

Abaucourt	(27 juin 2013)
Armaucourt	(29 août 2013)
Arraye-et-Han	(22 juillet 2013)
Belleau	(31 mai 2013)
Bey-sur-Seille	(7 juin 2013)
Éply	(25 juin 2013)
Lanfroicourt	(24 juin 2013)
Mailly-sur-Seille	(31 mai 2013)
Phlin	(4 juillet 2013)
Raucourt	(2 juillet 2013)
Rouves	(7 juin 2013)
Sivry	(2 juillet 2013)
Thézey-Saint-Martin	(6 juin 2013)

Vu les délibérations de Brin-sur-Seille (29 mai 2013), Clémery (21 juin 2013), Jeandelaincourt (25 juillet 2013), Leyr (29 août 2013) et Nomeny (24 mai 2013) refusant cet accord local ;

Vu l'absence de délibération de la commune de Létricourt ;

Vu la délibération de la commune de Chenicourt (12 septembre 2013) prise hors délais ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requise par le 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article L5211-6-1 du CGCT pour valider l'accord local ne sont pas remplies ;

Considérant dès lors qu'il convient d'arrêter le nombre et les répartition des sièges de conseillers communautaires au sein du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux conformément aux dispositions des II à V de l'article L5211-6-1 du CGCT ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère est fixé à 37.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée, selon la procédure de droit commun, comme suit :

Abaucourt	1 siège	Létricourt	1 siège
Armaucourt	1 siège	Leyr	4 sièges
Arraye-et-Han	1 siège	Mailly-sur-Seille	1 siège
Belleau	3 sièges	Moivrons	2 sièges
Bey-sur-Seille	1 siège	Nomeny	5 sièges
Bratte	1 siège	Phlin	1 siège
Brin-sur-Seille	2 sièges	Raucourt	1 siège
Chenicourt	1 siège	Rouves	1 siège
Clémery	2 sièges	Sivry	1 siège
Éply	1 siège	Thézey-Saint-Martin	1 siège
Jeandelaincourt	3 sièges	Villers-lès-Moivrons	1 siège
Lanfroicourt	1 siège		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes de Seille et Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de MARTINCOURT à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la création de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Toulinois et de la communauté de communes des côtes en Haye proposant un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article L5211-6-1 du CGCT portant sur la nouvelle composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux .

Andilly	(23 août 2013)	Grosrouvres	(5 juillet 2013)
Bicqueley	(17 juillet 2013)	Lagny	(20 juin 2013)
Bruley	(27 mai 2013)	Lay-Saint-Remy	(20 juin 2013)
Charmes-la-Côte	(5 juillet 2013)	Manoncourt-en-Woëvre	(14 juin 2013)
Chaudeney-sur-Moselle	(2 juillet 2013)	Manonville	(14 juin 2013)
Choloy-Ménillot	(4 juin 2013)	Ménil-la-Tour	(20 juin 2013)
Domèvre-en-Haye	(22 juillet 2013)	Noviant-aux-Prés	(17 juin 2013)
Domgermain	(7 juin 2013)	Pierre-la-Treiche	(26 juin 2013)
Dommartin-lès-Toul	(25 juin 2013)	Toul	(26 juin 2013)
Écrouves	(14 juin 2013)	Tremblecourt	(22 juin 2013)
Foug	(21 juin 2013)		
Vu les délibérations des communes de :			
Boucq	(20 août 2013)	Lucey	(17 juin 2013)
Bouvron	(5 juin 2013)	Pagny-derrière-Barine	(24 juin 2013)
Gye	(28 juin 2013)	Royaumeix	(26 juin 2013)
Hamonville	(14 juin 2013)	Sanzey	(3 juillet 2013)
Laneuveville-derrière-Foug	(8 juillet 2013)	Trondes	(18 juillet 2013)

refusant cet accord local ;

Vu l'absence de délibération des communes d'Ansauville et Minorville ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toulais et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt est fixé à 76.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Andilly	(1 siège)	Lagny	(1 siège)
Ansauville	(1 siège)	Laneuveville-derrière-Foug	(1 siège)
Bicqueley	(2 sièges)	Lay-Saint-Remy	(1 siège)
Boucq	(1 siège)	Lucey	(1 siège)
Bouvron	(1 siège)	Manoncourt-en-Woëvre	(1 siège)
Bruley	(2 sièges)	Manonville	(1 siège)
Charmes-la-Côte	(1 siège)	Ménil-la-Tour	(1 siège)
Chaudeney-sur-Moselle	(2 sièges)	Minorville	(1 siège)
Choloy-Ménillot	(2 sièges)	Noviant-aux-Prés	(1 siège)
Domèvre-en-Haye	(1 siège)	Pagny-derrière-Barine	(1 siège)
Domgermain	(3 sièges)	Pierre-la-Treiche	(1 siège)
Dommartin-lès-Toul	(4 sièges)	Royaumeix	(1 siège)
Écrouves	(7 sièges)	Sanzey	(1 siège)
Foug	(5 sièges)	Toul	(25 sièges)
Grosrouvres	(1 siège)	Tremblecourt	(1 siège)
Gye	(1 siège)	Trondes	(1 siège)
Hamonville	(1 siège)		

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, la présidente de la communauté de communes du Toulais et la présidente de la communauté de communes des côtes en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du val de Meurthe à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du val de Meurthe ;

Vu la délibération du 21 février 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du val de Meurthe proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du val de Meurthe approuvant cet accord local ;

Blainville-sur-l'Eau	(27 mars 2013)
Charmoix	(22 février 2013)
Damelevières	(20 mars 2013)
Rehainviller	(27 février 2013)
Vigneulles	(9 mars 2013)

Vu l'absence de délibération des communes Mont-sur-Meurthe et Barbonville ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du val de Meurthe est fixé à 33.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Barbonville	(3 sièges)
Blainville-sur-l'Eau	(9 sièges)
Charmois	(3 sièges)
Damelevières	(7 sièges)
Mont-sur-Meurthe	(4 sièges)
Rehainviller	(4 sièges)
Vigneulles	(3 sièges)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et la présidente de la communauté de communes du val de Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### **Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes des vallées du Cristal à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la création de la communauté de communes des vallées du Cristal ;

Vu la délibération du 26 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes des vallées du Cristal proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes des vallées du Cristal approuvant cet accord local ;

Azerailles	(13 mai 2013)	Hablainville	(23 mai 2013)
Bertrichamps	(24 mai 2013)	Merviller	(11 avril 2013)
Brouville	(5 avril 2013)	Reherrey	(3 mai 2013)
Deneuvre	(29 mars 2013)	Thierville-sur-Meurthe	(5 avril 2013)
Flin	(13 mai 2013)	Vacqueville	(5 avril 2013)
Fontenoy-la-Joûte	(12 avril 2013)	Vaxainville	(10 juin 2013)
Gélacourt	(11 avril 2013)	Veney	(2 avril 2013)
Glonville	(11 avril 2013)		

Vu les délibérations Baccarat (12 juin 2013) et Lacahapelle (26 avril 2013) refusant cet accord local ;

Vu l'absence de délibération de la commune de Pettonville ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes des vallées du Cristal est fixé à 45.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Azerailles	(3 sièges)	Hablainville	(1 siège)
Baccarat	(17 sièges)	Lachapelle	(1 siège)
Bertrichamps	(4 sièges)	Merviller	(2 sièges)
Brouville	(1 siège)	Pettonville	(1 siège)
Deneuvre	(2 sièges)	Reherrey	(1 siège)
Flin	(2 sièges)	Thierville-sur-Meurthe	(2 sièges)
Fontenoy-la-Joûte	(2 sièges)	Vacqueville	(1 siège)
Gélacourt	(1 siège)	Vaxainville	(1 siège)
Glonville	(2 sièges)	Veney	(1 siège)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes des vallées du Cristal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

### **Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire la communauté de communes de Hazelle en Haye à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes de Hazelle en Haye ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de Hazelle en Haye proposant un accord local à 28 sièges à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

Aingeray	(4 juillet 2013)
Avrainville	(26 juillet 2013)
Fontenoy-sur-Moselle	(20 juin 2013)
Francheville	(9 juillet 2013)
Jaillon	(26 juillet 2013)
Sexey-les-Bois	(19 juillet 2013)
Velaine-en-Haye	(26 juin 2013)
Villey-Saint-Étienne	(2 juillet 2013)

Vu la délibération de Gondreville (1er juillet 2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de Hazelle en Haye est fixé à 28.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Aingeray	(2 sièges)
Avrainville	(2 sièges)
Fontenoy-sur-Moselle	(2 sièges)
Francheville	(2 sièges)
Gondreville	(8 sièges)
Jaillon	(2 sièges)
Sexey-les-Bois	(2 sièges)
Velaine-en-Haye	(5 sièges)
Villy-Saint-Étienne	(3 sièges)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification **ou** de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes de Hazelle en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays Audunois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;  
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;  
Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du pays Audunois :

Vu la proposition du bureau communautaire de la communauté de communes du pays Audunois proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du pays Audunois approuvant cet accord local :

Audun-le-Roman	(4 juillet 2013)	Mont-Bonvillers	(22 juin 2013)
Beuvillers	(14 juin 2013)	Murville	(11 juin 2013)
Bréhain-la-Ville	(29 avril 2013)	Preutin-Higny	(5 avril 2013)
Joppécourt	(14 juin 2013)	Sancy	(14 mai 2013)
Malavillers	(6 juin 2013)	Serrouville	(7 juin 2013)
Mercy-le-Haut	(19 juillet 2013)		

Vu les délibérations de Crusnes (26 mars 2013) et d'Errouville (22 mars 2013) refusant cet accord local :

Vu l'absence de délibération de la commune d'Anderny :

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du pays Audunois est fixé à 28.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Anderny	(1 siège)	Errouville	(3 sièges)
Audun-le-Roman	(4 sièges)	Joppécourt	(1 siège)
Beuvillers	(2 sièges)	Malavillers	(1 siège)
Bréhain-la-Ville	(2 sièges)	Mercy-le-Haut	(1 siège)
Crusnes	(3 sièges)	Mont-Bonvillers	(3 sièges)

Murville (1 siège)  
Preutin-Higny (1 siège)

Sancy (2 sièges)  
Serrouville (3 sièges)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays Audunois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté du 21 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de BRIEY à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1999 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Briey ;

Vu la proposition du 19 mars 2013 du bureau communautaire de la communauté de communes du pays de Briey proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du pays de Briey approuvant cet accord local ;

Anoux (27 mai 2013)

Bettainvillers (11 juin 2013)

Briey (25 juin 2013)

Lubey (14 juin 2013)

Mance (10 juin 2013)

Mancieulles (11 avril 2013)

Vu les délibérations d'Avril (18 juin 2013), Les Baroches (18 juin 2013) et Lantéfontaine (9 avril 2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de Briey est fixé à 36.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Anoux (2 sièges)

Avril (3 sièges)

Les Baroches (2 sièges)

Bettainvillers (2 sièges)

Briey (13 sièges)

Lantéfontaine (3 sièges)

Lubey (2 sièges)

Mance (3 sièges)

Mancieulles (6 sièges)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Saintois à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois ;

Considérant qu'à défaut d'accord local entre les conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du pays du Saintois, la répartition des sièges de conseiller communautaire est établie selon les modalités prévues aux II à VI de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Saintois est fixé à 71.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Affracourt	1 siège	Laneuveville-devant-Bayon	1 siège
Autrey	1 siège	Lebeuville	1 siège
Bainville-aux-Miroirs	1 siège	Lemainville	1 siège
Benney	2 sièges	Leménil-Mitry	1 siège
Bouzanville	1 siège	Mangonville	1 siège
Bralleville	1 siège	Neuviller-sur-Moselle	1 siège
Ceintrey	3 sièges	Ognéville	1 siège
Chaouilley	1 siège	Omelmont	1 siège
Clérey-sur-Brenon	1 siège	Ormes-et-Ville	1 siège
Crantenoy	1 siège	Parey-Saint-Césaire	1 siège
Dienville	2 sièges	Praye	1 siège
Dommarie-Eulmont	1 siège	Quevilloncourt	1 siège
Étreval	1 siège	Roville-devant-Bayon	3 sièges
Forcelles-Saint-Gorgon	1 siège	Saint-Firmin	1 siège
Forcelles-sous-Gugney	1 siège	Saint-Remimont	1 siège
Fraisnes-en-Saintois	1 siège	Saxon-Sion	1 siège
Gerbécourt-et-Haplemont	1 siège	Tantonville	3 sièges
Germonville	1 siège	They-sous-Vaudemont	1 siège
Goviller	1 siège	Thorey-Lyautey	1 siège
Grippport	1 siège	Vaudémont	1 siège
Gugney	1 siège	Vaudeville	1 siège
Hammeville	1 siège	Vaudigny	1 siège
Haroué	1 siège	Vézelise	7 sièges
Houdelmont	1 siège	Vitrey	1 siège
Houdreville	2 sièges	Voinémont	1 siège
Housséville	1 siège	Vroncourt	1 siège
Jevoncourt	1 siège	Xirocourt	2 sièges
Laloeuf	1 siège		

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du pays du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Sânon ;

Vu la délibération du 10 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes des pays du Sânon approuvant cet accord local ;

Anthelupt	(17/06/2013)	Flainval	(3/06/2013)
Arracourt	(23/08/2013)	Hénaménil	(23/05/2013)
Athienville	(7/06/2013)	Hoéville	(27/06/2013)
Bauzemont	(26/08/2013)	Juvrecourt	(5/07/2013)
Bezange-la-Grande	(8/07/2013)	Maixe	(13/06/2013)
Bienville-la-Petite	(24/06/2013)	Mouacourt	(11/06/2013)
Bonviller	(6/05/2013)	Parroy	(21/05/2013)
Bures	(21/05/2013)	Raville-sur-Sânon	(19/08/2013)
Coincourt	(10/06/2013)	Réchicourt-la-Petite	(12/06/2013)
Courbesseaux	(15/04/2013)	Serres	(20/06/2013)
Crion	(17/05/2013)	Sionviller	(03/05/2013)
Deuxville	(6/06/2013)	Valhey	(01/07/2013)
Drouville	(24/06/2013)	Xures	(21/06/2013)
Einville-au-Jard	(2/05/2013)		

Vu les délibérations de Bathelémont (19/06/2013) et de Crévic (3/06/2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon est fixé à 51.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Anthelupt	(2 sièges)	Athienville	(2 sièges)
Arracourt	(2 sièges)	Bathelémont	(1 siège)

Bauzemont	(2 sièges)
Bezange-la-Grande	(2 sièges)
Bienville-la-Petite	(1 siège)
Bonviller	(2 sièges)
Bures	(1 siège)
Coincourt	(2 sièges)
Courbesseaux	(2 sièges)
Crévic	(3 sièges)
Crion	(1 siège)
Deuxville	(2 sièges)
Drouville	(2 sièges)
Einville-au-Jard	(4 sièges)
Flainval	(2 sièges)

Hénaménil	(2 sièges)
Hoéville	(2 sièges)
Juvrecourt	(1 siège)
Maixe	(2 sièges)
Mouacourt	(1 siège)
Parroy	(2 sièges)
Raville-sur-Sânon	(1 siège)
Réchicourt-la-Petite	(1 siège)
Serres	(2 sièges)
Sionviller	(1 siège)
Valhey	(2 sièges)
Xures	(1 siège)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté du 23 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de l'Orne à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la création de la communauté de communes du pays de l'Orne ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du pays de l'Orne proposant un accord local, tel que prévu au 2<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article L5211-6-1 du CGCT portant sur la nouvelle composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux .

Auboué (1<sup>er</sup> août 2013)

Hatrive (11 juillet 2013)

Homécourt (26 juin 2013)

Jouaville (27 juin 2013)

Moineville (16 juillet 2013)

Moutiers (9 juillet 2013)

Valleroy (28 juin 2013))

Vu la délibération de Joeuf (9 juillet 2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes du pays de l'Orne est fixé à 35.

**Article 2 :** La répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Auboué	(4 sièges)
Hatrive	(2 sièges)
Homécourt	(8 sièges)
Joeuf	(9 sièges)
Jouaville	(2 sièges)
Moineville	(3 sièges)
Moutiers	(3 sièges)
Valleroy	(4 sièges)

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### **Arrêté du 18 octobre 2013 fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller communautaire du conseil communautaire de la communauté de communes de la Vezouze**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L5211-6-1 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes de la Vezouze ;

Vu la délibération du 10 avril 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes de la Vezouze proposant un accord local sur la composition du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux tel que prévu au I de l'article 5211-6-1 du CGCT ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de la Vezouze approuvant cet accord local ;

Amenoncourt	(28/05/2013)	Igney	(22/05/2013)
Ancerville	(14/06/2013)	Leintrey	(8/04/2013)
Autrepierre	(09/04/2013)	Mignéville	(8/04/2013)
Avricourt	(5/04/2013)	Montreux	(4/04/2013)
Barbas	(28/03/2013)	Nonhigny	(25/04/2013)
Blémerey	(15/04/2013)	Ogéville	(10/06/2013)
Chazelles-sur-Albe	(23/05/2013)	Réclonville	(9/04/2013)
Domèvre-sur-Vezouze	(4/04/2013)	Reillon	(4/04/2013)
Domjevin	(4/04/2013)	Remoncourt	(2/04/2013)
Emberménil	(4/04/2013)	Repaix	(5/04/2013)
Fréménil	(28/06/2013)	Saint-Martin	(4/04/2013)
Frémonville	(08/04/2013)	Vaucourt	(20/06/2013)
Gogney	(10/05/2013)	Vého	(5/04/2013)
Halloville	(2/04/2013)	Verdenal	(10/04/2013)
Harbouey	(28/03/2013)	Xousse	(8/04/2013)
Herbéviller	(11/04/2013)		

Vu la délibération de Blamont (19/06/2013) refusant cet accord local ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par l'article L5211-6-1-I du code général des collectivités territoriales pour valider cet accord local est atteinte

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** : À compter du prochain renouvellement des conseils municipaux, le nombre de sièges de conseiller communautaire au sein du conseil communautaire de la communauté de communes de la Vezouze est fixé à 52.

**Article 2** : La répartition des sièges de conseiller communautaire entre les communes membres est arrêtée comme suit :

Amenoncourt	(1 siège)	Harbouey	(1 siège)
Ancerville	(2 sièges)	Herbéviller	(2 sièges)
Autrepierre	(1 siège)	Igney	(1 siège)
Avricourt	(2 sièges)	Leintrey	(2 sièges)
Barbas	(2 sièges)	Mignéville	(2 sièges)
Blâmont	(6 sièges)	Montreux	(1 siège)
Blémerey	(1 siège)	Nonhigny	(1 siège)
Buriville	(1 siège)	Ogéville	(2 sièges)
Chazelles-sur-Albe	(1 siège)	Réclonville	(1 siège)
Domèvre-sur-Vezouze	(2 sièges)	Reillon	(1 siège)
Domjevin	(2 sièges)	Remoncourt	(1 siège)
Emberménil	(2 sièges)	Repaix	(1 siège)
Fréménil	(2 sièges)	Saint-Martin	(1 siège)
Frémonville	(2 sièges)	Vaucourt	(1 siège)
Gogney	(1 siège)	Vého	(1 siège)
Gondrexon	(1 siège)	Verdenal	(2 sièges)
Halloville	(1 siège)	Xousse	(1 siège)

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et le président de la communauté de communes de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

